

Yahad-in Unum, l'association française qui travaille sur la Shoah par balle, exporte son expérience pour la préservation de la mémoire des massacres en Amérique latine



Le travail d'un prêtre français pour mieux comprendre et documenter la "Shoah par balle" perpétrée par les Einsatzgruppen allemands en Europe de l'Est est dupliqué au Guatemala, où la guerre civile a fait 200.000 morts.

Avec Atlantico.fr

L'exposition "["La Shoah par balles"](#) montée par l'association Yahad-In Unum est montrée pour la première fois en Amérique du sud, à Guatemala City depuis le 5 octobre. Son but, explique l'association, est "d'enseigner ce chapitre sombre de l'histoire à la jeune génération, dans l'espoir d'éviter de futurs cas de violence de masse".

Mais quel est le lien entre la Shoah par balle, c'est-à-dire l'assassinat de plus d'un million de personnes de 1940 à 1943 par les Einsatzgruppen (groupes d'intervention) en Europe de l'Est, et le Guatemala ?

"Depuis l'Holocauste, personne n'a bâti de système basé sur les camps de concentration", [a expliqué à Fox News Latino Marco González](#), directeur de Yahad-In Unum. "Mais malheureusement, l'idée nazie d'aligner les gens pour les abattre a été dupliquée dans beaucoup de pays de par le monde", ajoute-t-il.

L'un d'eux est son pays d'origine, le Guatemala.

Yahad-In Unum est née en 2004 grâce à [Patrick Desbois](#), un prêtre catholique, directeur du Service national des évêques de France pour les relations avec le judaïsme et consultant de la commission du Saint Siège pour les relations religieuses avec le judaïsme. Le but de l'association est de rassembler plus d'informations sur la Shoah en Ukraine.

[LA SHOAH PAR BALLES, L'HISTOIRE OUBLIÉE \(extrait\) par *figra*](#)"

À l'aide d'archives, des enquêteurs vont de village en village repérer les témoins. Une équipe constituée d'un chef d'équipe, de traducteurs, de chauffeurs, d'un scripte, d'un caméraman et d'un photographe se déplacent en camionnette pour les interroger et les filmer. Souvent les villageois n'ont encore jamais parlé des massacres auxquels ils ont assisté", [détaille le journal *Le Dauphiné*](#).

Grâce à ces enquêtes, il devient possible localiser les fosses communes. A ce jour, Yahad a effectué des recherches sur [1.744 sites d'exécutions](#) et a rassemblé 4.485 témoignages au cours de 105 séjours de recherche dans sept pays (Ukraine, Biélorussie, Russie, Pologne, Roumanie, Moldavie et Lituanie), précise [l'ambassade de France au Guatemala](#).

"La majorité des témoins sont aujourd'hui octogénaires, et pour 98% d'entre eux, c'est la première fois qu'ils racontent leur histoire", explique Marco González.

Quand il a rejoint le comité de direction de l'association, il y a quatre ans, Marco González – qui a rencontré le Père Desbois dès le lancement de l'association – a eu l'idée d'étendre cette méthode de travail en Amérique du sud.

Le Guatemala, notamment, a connu une effroyable guerre civile, qui a opposé entre 1960 et 1996 différentes guérillas marxistes au gouvernement. Débuté par un soulèvement d'officiers le 13 novembre 1960 contre l'influence des États-Unis, le conflit s'est achevé en 1996 par un accord de paix signé entre les groupes armés et le gouvernement. Mêlant des causes sociales, économiques, politiques et ethniques (le pays était secoué par les divisions entre les Lladinos d'origine européenne et les mayas), le conflit a fait plus de 100 000 morts et des dizaines de milliers de disparus.

Yahad-In Unum a d'ores et déjà réalisé trois voyages dans des zones rurales du pays, où des massacres de masse de mayas ont été perpétrés au début des années 1980. Leur but : récolter de l'information, et si possible des témoignages de témoins oculaires.

"L'idée est de récréer le crime. Comme avec une affaire non résolue et classée. De récolter assez de preuves pour que l'affaire puisse être jugée. Au Guatemala, contrairement à la Shoah, beaucoup des responsables sont encore vivants", explique Marco González.

Il explique que le travail de l'association a été bien reçu dans le pays, suite à un véritable changement de climat politique et social. Pour preuve, le président guatémaltèque Otto Pérez, [a démissionné jeudi 3 septembre](#), après des semaines de pression populaire. Le président conservateur, un général en retraite de 64 ans au pouvoir depuis 2012, avait déjà été privé quelques jours plus tôt de son immunité par un vote à l'unanimité du Parlement et la justice avait interdit à l'élu, déjà accusé par le passé de violations des droits de l'homme, de sortir du territoire.

"Notre but est d'aller en Colombie, à El Salvador et au Pérou, où il y a eu beaucoup de crimes similaires. Cela se fera si l'on trouve les financiers et les bons partenaires", explique le directeur de Yahad.